

Communiqué de Presse

Unité de Communication de l'Assemblée parlementaire

Réf: 456f08

Tel: +33 3 88 41 31 93

Fax : +33 3 90 21 41 34

pace.com@coe.int

internet: www.coe.int/press



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

47 membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
"l'ex-République yougoslave de Macédoine"
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

Journée mondiale des réfugiés : protéger les femmes contre les violences sexuelles utilisées comme armes de guerre

Strasbourg, 19.06.2008 – Pour la Présidente de la Commission des migrations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), l'Europe devrait constituer un refuge pour les femmes qui fuient l'horreur des violences sexuelles et des viols systématiquement perpétrés dans le cadre de conflits.

A la veille de la Journée mondiale des réfugiés, célébrée le 20 juin, Corien Jonker (Pays-Bas, PPE/DC) a déclaré que « le recours systématique, dans le monde actuel, au viol et aux violences sexuelles en tant qu'armes de guerre était inadmissible. Ces pratiques, qui caractérisent les campagnes de nettoyage ethnique, sont ignobles. Les femmes qui cherchent à échapper à l'horreur de ces mauvais traitements, délibérément infligés pour les humilier et les rabaisser en tant que groupe, ont besoin de notre protection ».

Citant les chiffres du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Mme Jonker a rappelé que 20 000 à 50 000 femmes avaient été victimes de viols pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine, que plus de 90% des femmes au Sierra Leone s'étaient déclarées victimes d'agressions sexuelles, et que d'innombrables viols avaient été commis lors du génocide rwandais.

Mme Jonker a appelé les Etats membres du Conseil de l'Europe à « reconnaître la persécution fondée sur le sexe » comme motif légitime de demande d'asile. Elle a également appelé les agents aux frontières et les personnes impliquées dans les procédures d'asile à faire preuve d'une plus grande sensibilité sur cette question. « Il est nécessaire de donner aux responsables en matière de demandes d'asile des lignes directrices claires sur la manière de traiter ces formes de persécution fondées sur le sexe », a-t-elle expliqué. « Il conviendrait également de les former à accueillir de façon adaptée les victimes de ces expériences horribles ».

Mme Jonker a déclaré qu'il était urgent que sa commission puisse entamer un rapport sur cette question lors de la session plénière de l'APCE la semaine prochaine.

L'Assemblée comprend 318 membres issus des parlements nationaux des 47 Etats membres.

Président : Lluís Maria de Puig (Espagne, SOC) - Secrétaire Général de l'Assemblée : Mateo Sorinas.

Groupes politiques : PPE/DC (Groupe du Parti populaire européen); SOC (Groupe Socialiste); GDE (Groupe des Démocrates européens) ; ADLE (Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe); GUE (Groupe pour la Gauche unitaire européenne).